



# Les salariés d'Orange pas pressés d'arriver

Les 1 900 employés rechignent à quitter le XIII<sup>e</sup> arrondissement pour l'immeuble Balthazar, construit à côté de la station RER B du Stade-de-France.

## SAINT-DENIS

**A**U DEPART, l'arrivée des 1 900 salariés d'Orange Business Services à Saint-Denis, dans le nouvel immeuble Balthazar, était prévue pour octobre 2009. Mais ce déménagement depuis le XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris suscite colère et inquiétude.

« Le nombre de mètres carrés par individu va diminuer de 30 %. Les cadres sont mis dans une situation de poulailler », dénonce Sébastien Crozier, président de CFE-CGC-Télécoms, le syndicat majoritaire chez Orange. Construit sur sept étages, le Balthazar offre 31 000 m<sup>2</sup> de surface, et est normalement conçu pour accueillir un peu plus de 2 000 personnes. Le groupe Orange justifie son choix de petits open spaces et de nombreuses salles de réunion par la volonté de « faciliter les réunions d'équipe et les échanges en petits groupes ». Il indique par ailleurs que quatre-vingts salariés correspondant à des petites équipes « iront sur deux sites, à Paris et La Défense. Les dis-

cussions sont encore en cours avec les représentants du personnel pour examiner les conditions de ces mouvements ».

### Les rambardeuses rehaussées pour éviter les suicides

C'est donc normalement avec six mois de retard, fin février, début mars, que les salariés d'Orange s'installeront à Saint-Denis. Un retard dû, selon la direction, à des travaux supplémentaires. En septembre, en plein scandale des suicides à France Télécom, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) avait constaté que les rambardeuses de la passerelle qui traverse l'immeuble étaient trop basses. Il avait demandé à ce qu'elles soient rehaussées, valant au Balthazar le surnom de « bâtiment antisuicide ».

Au-delà de la conception de l'édifice, ce qui coïncide, c'est cette implantation à Saint-Denis, dont la direction attend 92 millions d'euros d'économies sur douze ans selon la CFE-CGC. Les salariés s'inquiètent de la sécurité dans le quartier et de son accessibilité par les transports en commun. « Les cadres finissent

souvent assez tard, entre 18 heures et 22 heures. Certains craignent de se déplacer à ces heures-là dans les rues de Saint-Denis. En plus, comme il n'y a pas assez de places de stationnement dans le parking de l'immeuble et aux alentours, un certain nombre d'entre eux vont devoir prendre le RER B. Ils sont terrifiés par les dysfonctionnements de cette ligne », indique Sébastien Crozier.

Le groupe répond que « l'immeuble est proche des principaux points d'interconnexion des transports d'Ile-de-France » et que, sur le stationnement, une solution a été trouvée du côté du parking du Stade de France. Reste que pour Christian Lamotte, membre du comité d'entreprise, un grand nombre de salariés se sentent mal à l'aise à l'idée de déménager à Saint-Denis. « Sur les causes des suicides à France Télécom, on a beaucoup parlé des mobilités forcées. Le déménagement d'Orange Business Services représente 45 % d'entre elles », assure le syndicaliste.

GRÉGORY PLESSE

## Braouezec fait la promo de Saint-Denis

**E**N RAISON des retards du déménagement d'Orange Business Services à Saint-Denis, le député (PC) de Seine-Saint-Denis et président de Plaine Commune a reçu avant Noël la direction puis les syndicats. « Ils nous ont demandé ce qu'on pouvait faire pour faciliter l'installation des salariés sur le territoire. Nous les rencontrerons courant juin pour leur faire des propositions en matière de logements, de crèches... » indique Patrick Braouezec. De telles mesures ont déjà été prises auparavant, par exemple lors de l'arrivée de l'Afnor ou de l'Agence française du médicament. Concernant l'autre principale inquiétude des syndicats, les transports et la circulation, Patrick Braouezec a rappelé que Plaine Commune était en négociation avec la SNCF pour que le RER B passe trois fois toutes les quinze minutes au Stade-de-France contre deux fois actuellement. « On veut que les entreprises nous accompagnent dans cette démarche », précise l'élu. Christian Lamotte, membre du comité d'entreprise d'Orange, n'y a vu que « des déclarations d'intention ». **G.P.**